

**Mme Mitchell:** Je tâchais de faire comprendre qu'il s'agit d'une pétition différente. Elle a trait au crédit d'impôt-enfants. Elle déplore également que la mesure budgétaire privera les familles de 55 millions de dollars d'ici 1987. Elle réclame le retrait de ces mesures.

Enfin, j'ai une pétition venant de Strathcona et signée par de nombreuses nouvelles familles canadiennes qui demandent au gouvernement de revenir sur sa décision et de réindexer . . .

**M. le Président:** A l'ordre. Merci, Strathcona.

**M. John Parry (Kenora-Rainy River):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le privilège de présenter une pétition ce matin. Et le privilège s'en trouve redoublé quand on peut présenter une pétition en présence de l'un des signataires. Cette pétition provient de résidents de Madsen, Red Lake et autres localités de l'Ontario qui demandent à la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation du régime universel des allocations familiales et d'annuler les hausses injustes d'impôt.

**M. Dan Heap (Spadina):** Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions revêtant la même forme et concernant les allocations familiales. Ces pétitions proviennent de New Westminster et Vancouver, en Colombie-Britannique, de même que de Brampton, Acton et Willowdale, en Ontario, et de River-view, au Nouveau-Brunswick.

**M. Murphy:** Et vos petits-enfants?

**M. Heap:** Ils n'habitent pas à ces adresses.

Les pétitionnaires demandent au Parlement d'annuler les hausses injustes d'impôt et de rétablir la pleine indexation du régime universel des allocations familiales.

J'ai une autre pétition sous une forme différente provenant de résidents du 5<sup>e</sup> arrondissement de North York, plus précisément de Downsview, Ontario, qui demandent au premier ministre (M. Mulroney) de rétablir la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfants.

**M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter un certain nombre de pétitions. La première provient de Peterborough et de Fraserville, en Ontario. La deuxième provient de Parson's Pound, à Terre-Neuve. Ces deux pétitions demandent au gouvernement de rétablir la pleine indexation du régime universel des allocations familiales et d'annuler les hausses injustes d'impôt.

L'autre pétition que j'ai à présenter émane du groupe appelé «Opération Justice, Families with Children», et est signée par un groupe de citoyens de Downsview, en Ontario. Elle demande au premier ministre (M. Mulroney) de rétablir la pleine indexation des allocations familiales.

**Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood):** Monsieur le Président, j'ai un certain nombre de pétitions à présenter au sujet des allocations familiales, du crédit d'impôt pour les enfants et des augmentations d'impôt injustes. La première pétition nous vient des services d'action sociale de l'Église anglicane du Canada. On y fait valoir que la réduction des allocations familiales et les augmentations d'impôt sont injustes et intolérables compte tenu des cadeaux prévus dans le budget pour les personnes gagnant des revenus élevés, notamment les gains en capital exonérés d'impôt et la possibilité de

cotiser davantage au REER. Les pétitionnaires exhortent la Chambre des communes à rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles et à supprimer les augmentations d'impôt injustes.

J'ai une pétition semblable signée par des citoyens de Broadview-Greenwood, ma circonscription. J'en ai une autre portant sur les allocations familiales et les augmentations d'impôt, qu'ont signée des habitants de Chatham, en Ontario. La pétition suivante porte sur les allocations familiales, les augmentations d'impôt et le crédit d'impôt pour enfants. Les signataires vivent à Halifax et à Dartmouth.

[Français]

Ensuite, j'ai une pétition de résidents d'Ottawa qui demandent que la pleine indexation des allocations familiales soit restaurée.

[Traduction]

J'ai d'autres pétitions concernant les allocations familiales; elles sont signées par des gens de Kingston, Entreprise et Amherstburg, en Ontario. J'en ai une signée par des habitants de Thunder Bay, en Ontario, une autre par des citoyens de Terre-Neuve.

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je dois demander à la députée de conclure brièvement.

**Mme McDonald:** J'en ai une autre de Mississauga, une autre d'Ottawa et de Chatham, une autre de Dartmouth et de Halifax, une autre de Regina, et celle-ci porte un grand nombre de signatures. Enfin, j'en ai qui viennent de divers endroits en Ontario, notamment Chatham, Toronto, Salem et Newmarket.

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, j'ai moi aussi un certain nombre de pétitions faisant état des préoccupations manifestées par les Canadiens d'un bout à l'autre du pays au sujet de la désindexation des allocations familiales. La première exhorte la Chambre des communes à rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles et à supprimer les augmentations d'impôt injustes. Cette pétition est signée par des citoyens de Bramalea, Brampton, Mississauga et Weston.

La deuxième porte la signature d'habitants de Totonto et de Woodstock. La troisième a elle aussi trait à la question des allocations familiales et exhorte le Parlement à rétablir l'indexation des allocations familiales universelles. Elle est signée par des habitants de la ville de Toronto.

[Français]

Monsieur le Président, la prochaine pétition est signée par de nombreux résidents de Longueuil, de Saint-Hubert et de Montréal, lesquels insistent, cette fois-ci en français, pour que la pleine indexation des allocations familiales soit restaurée et que les augmentations injustes des impôts soient révoquées.

La prochaine pétition, monsieur le Président, a également trait au même sujet, soit la désindexation des allocations familiales, signée par des résidents également de la région de Montréal, de Laval, de Montréal-Nord, de la ville de Montréal, de Saint-Louis-de-Terrebonne et de Ville d'Anjou, et qui tous s'opposent à la désindexation des allocations familiales.